

La Lettre de la RMF UE



Comme déjà évoqué dans un précédent éditorial, l'Afrique est un continent où la PSDC trouve un véritable terrain d'application.

L'actualité au Mali confirme ce constat avec le lancement d'European Union Training Mission MALI (EUTM MALI) et porte à deux commentaires.

Tout d'abord, EUTM Mali souligne une fois de plus la nécessité de posséder des structures et des outils de planification adaptés pour pouvoir agir efficacement et en temps utile. Sans ces moyens, la préparation, le lancement et la conduite d'une mission telle qu'EUTM Mali pêche par défaut et la PSDC y perd en efficacité et en crédibilité.

Ensuite, et c'est une tendance plutôt encourageante, il faut souligner la mobilisation exceptionnelle des nations européennes pour cette mission, y compris celles qui ont traditionnellement une certaine distance vis à vis des affaires africaines. En effet, le processus de génération de forces a montré un niveau d'implication jamais atteint au profit de notre sécurité collective.

Certes, il ne s'agit que d'une mission de formation, mais un tel succès est une première.

L'actualité de la PSDC est donc en mouvement et à l'écoute de nos partenaires, comme le démontre l'entretien que nous a amicalement accordé mon homologue allemand, le général BENTLER.

Bonne lecture !

Général de corps d'armée Gilles Rouby

Représentant militaire permanent de la France auprès de l'OTAN et de l'UE

Opérations

EUTM SOMALIA : vers un troisième mandat



Le 22 janvier 2013, le conseil a décidé de prolonger le mandat d'European Training Mission Somalia ([EUTM SOMALIA](#)) jusqu'au 31 mars 2015, permettant ainsi le lancement d'un troisième mandat sous le commandement du général AHERNE. C'est l'occasion de revenir sur la réussite de cette mission illustrant parfaitement l'engagement de l'Union européenne dans la corne de l'Afrique.

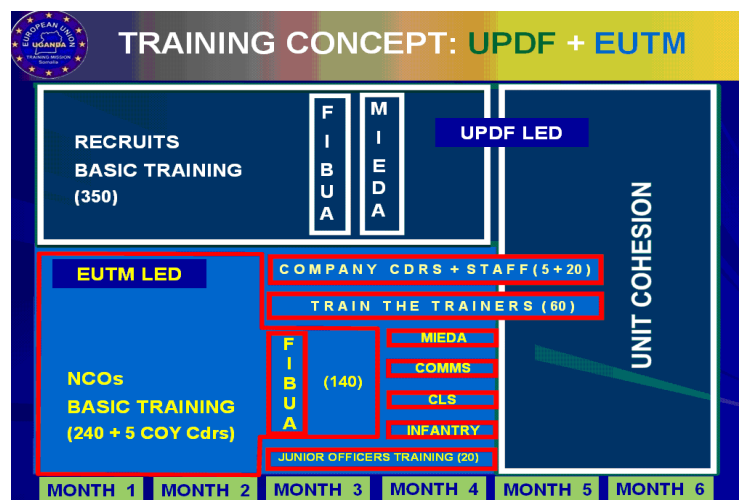
Depuis 2010, EUTM Somalia a formé avec succès plus de 3000 soldats somaliens qui constituent désormais le cœur des forces armées nationales somaliennes. Le spectre des missions d'EUTM a progressivement été étendu. Le premier mandat de février 2010 à août 2011 était concentré sur la formation de sections d'infanterie. Le deuxième mandat s'est consacré à la formation de compagnies d'infanterie complètes et « prêtes à l'emploi », à la formation spécialisée ([CIED](#) et [CIMIC](#) en particulier) et à la formation des formateurs de l'armée somalienne (Train The Trainers-TTT).



Avec le troisième mandat qui a commencé le 01 février 2013 et un budget de 11,6 millions d'euros, EUTM Somalia continuera à entraîner et à conseiller les forces armées somaliennes en mettant l'accent sur la formation des commandants de bataillon et de compagnie dans la logique du concept TTT. Si la situation sécuritaire le permet, EUTM transférera progressivement ses activités de l'Ouganda vers la Somalie. Ce transfert pose nécessairement la question d'une évolution de la structure de la mission en impliquant la mise en place d'éléments de protection de la force et de soutien médical (rôle 1 et rôle 2) en Somalie. Cette question devrait être posée lors des prochaines réunions de génération de force.



En s'inscrivant dans le cadre plus large de la stratégie de l'Union européenne dans la corne de l'Afrique, EUTM est en parfaite cohérence avec les actions européennes en faveur du soutien au développement de la justice somalienne et la mission [EUCAP NESTOR](#) destinée à reconstruire ou renforcer le cas échéant les capacités côtières maritimes de la Somalie et des pays voisins.



LE COLLEGE EUROPEEN DE SECURITE ET DE DEFENSE (CESD)

Créé le 18 juillet 2005 à la suite de la mise en place d'une politique de formation coordonnée de l'UE relative à la politique européenne de sécurité et de défense décidée par le Conseil de Thessalonique (19-20 juin 2003), le CESD participe au développement d'une culture européenne de sécurité et défense.

Cette organisation internationale prend la forme d'un réseau qui réunit des instituts, des collèges, des académies et des universités sur les questions de politique de sécurité et défense. L'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN) joue un rôle important au sein du CESD.

Le CESD remplit donc une mission de formation dans le domaine de la politique européenne de sécurité et défense au niveau stratégique. Cette mission s'articule autour de quatre objectifs : le renforcement de la culture européenne de sécurité dans le cadre de la PSDC, une meilleure compréhension de la PSDC, la formation d'un personnel qualifié et enfin l'entretien de réseaux et de contacts professionnels.

L'action commune met en place trois organes afin de gérer le réseau :

- le comité directeur chargé de la coordination et de la direction générale des activités de formation du CESD ;
- le conseil académique exécutif appelé à garantir la qualité et la cohérence des activités de formation ;
- le secrétariat permanent du CESD, chargé d'assister les deux autres organes.

Chaque état membre, institution ou agence de l'UE et chaque institut du réseau du CESD supportent l'intégralité des dépenses afférentes à leur participation au CESD, y compris les salaires, les indemnités, les frais de voyage et les dépenses au soutien organisationnel et administratif des activités de formation du CESD.

Ce dispositif est un dispositif peu connu de l'Europe de la défense, les 27 Etats Membres ont formulé le souhait de renforcer ses moyens en faisant passer ses effectifs permanents à 7 ou 8 personnes et en lui donnant la personnalité juridique et des moyens financiers supplémentaires. Cependant, même si peu d'actions se sont concrétisées, son utilité est pourtant incontestable et le succès est au rendez-vous.

Au niveau de ses activités, le CESD organise une fois par an un cours de haut niveau (*High Level Course*) qui regroupe une soixantaine d'auditeurs, civils et militaires, occupant un poste à responsabilités (niveau colonel ou équivalent civil), représentant les 27 États membres. Plus fréquemment, le CESD organise 4 fois par an, un cours d'orientation (*Orientation course*) d'une durée de 5 jours à Bruxelles ou dans la capitale d'un Etat membre de l'Union européenne. Ses différentes activités sont ouvertes à des partenaires extérieurs, tels que les médias et les Organisations Non Gouvernementales (ONG).



ATALANTA : Le commodore Jorge NOVO PALMA (PORT) prendra les fonctions de Force Commander EUNAVFOR ATALANTA à compter du 06 avril 2013.

EUTM Mali : Lancement officiel de la mission le lundi 18 février 2013

[Lien](#) vers la Newsletter de la PSDC éditée par le conseil de l'Union européenne



Multinational Theatre Exploitation Laboratory : une contribution européenne significative à l'amélioration de la protection de la Force Internationale d'Assistance et de Sécurité (FIAS).

Le déploiement en Afghanistan au sein de la FIAS depuis juillet 2011 d'un laboratoire d'analyse criminologique de lutte contre les Improvised Explosive Device (IED) (MultiNational Theatre Exploitation Laboratory MN-TEL) développé par l'[AED](#) est une illustration concrète de la démarche capacitaire de l'Union européenne. Ce laboratoire financé à hauteur de 1M€ par 9 Etats membres (FR nation cadre) et armé ensuite par 8 pays, emploie 14 personnes dont 3 experts judiciaires.

Sa mission consiste à identifier les explosifs et les composants électroniques utilisés dans la confection des IED. Il extrait également des données informatiques laissées sur les téléphones portables abandonnés par les insurgés. Toutes les informations recueillies sont ensuite mises en commun au sein de la Task Force PALADIN qui utilise 5 autres laboratoires en Afghanistan. Cette procédure permet de mieux comprendre les modes opératoires des insurgés, d'identifier les personnels impliqués et surtout de remonter à la source des matériels utilisés permettant ainsi de désorganiser les chaînes de fabrication des IED.



Les résultats sont probants puisque, depuis qu'il a été déployé, le MN-TEL a procédé à environ 400 analyses, principalement des IED explosés et des produits et systèmes saisis dans le cadre des fouilles. Des empreintes digitales ont pu être identifiées dans 26 cas et des traces d'ADN dans 34 cas. Ces traces et empreintes ont conduit à des identifications de suspects ainsi qu'à des rapprochements et recoupements entre plusieurs cas.

Le laboratoire est parvenu à identifier une nouvelle fréquence utilisée pour la mise à feu des IED, permettant de reprogrammer les brouilleurs utilisés par la force.

Enfin, dans plusieurs cas, des signatures techniques ont permis de reconnaître une source de fabrication commune. Cette réalisation concrète sur le plan capacitaire démontre le savoir faire européen en la matière et son efficacité. Ce laboratoire verra son mandat s'achever à l'été 2014. Le comité directeur du laboratoire devra se prononcer en juin 2013 sur son avenir : rapatriement, maintien en Afghanistan avec une autre nation cadre ou bien transfert aux forces afghanes après une période de formation.



Général Markus BENTLER représentant de la république fédérale d'Allemagne auprès de l'Union Européenne et de l'OTAN



Le lieutenant général Markus BENTLER possède une grande expérience opérationnelle et une connaissance approfondie du travail en milieu multinational.

Diplômé de l'école de guerre allemande et du National War College de Washington DC, le lieutenant général Markus BENTLER a alterné les postes de commandement opérationnels et les postes en Etat-Major.

Après avoir commandé un bataillon d'infanterie mécanisée, le général BENTLER a commandé la 23^e brigade d'infanterie de montagne puis la 10^e division blindée de Sigmaringen.

Le lieutenant général BENTLER a une grande expérience des opérations multinationales. Il a en effet commandé de 2002 à 2003 la Brigade Multinationale Sud Ouest de la KFOR avant d'être commandant de la KFOR de 2009 à 2010.

Le lieutenant général BENTLER a aussi été attaché militaire adjoint de l'ambassade d'Allemagne aux Etats-Unis de 1989 à 1992 et commandant de l'Ecole de formation des officiers de la Bundeswehr à Dresde de 2004 à 2006.

Avant d'être nommé représentant militaire de la république fédérale d'Allemagne auprès de l'Union Européenne, le lieutenant général BENTLER était commandant du Response Forces Operations Command d'Ulm.

Mon général, vous avez pris vos fonctions en décembre 2012, alors que votre précédente fonction à Ulm vous a amené à vous intéresser aux questions de Command and Control (C2), en particulier pour les opérations européennes, quelles sont vos premières impressions sur la PSDC ?

En tant que représentant militaire et ancien commandant du Response Forces Operations Corps (RFOC) à Ulm, je suis dans une position exceptionnelle pour apprécier la PSDC sous deux angles différents : politico-stratégique et opérationnel. La PSDC est clairement de première importance pour l'Union européenne et j'ai recueilli durant mes premiers mois ici beaucoup d'impressions positives à propos de cette politique en évolution.

Les commandants militaires oublient parfois le cadre stratégique plus large de leurs activités militaires. J'ai eu l'opportunité d'acquérir une large expérience dans le domaine de la PSDC avant mon arrivée à Bruxelles puisque j'ai travaillé à de nombreuses reprises pour l'UE je voudrais à ce titre mentionner l'exercice Multilayer 12 et notre contribution en tant qu'OHQ et FHQ au profit des GTUE. Mais la prise de mes nouvelles fonctions m'a permis de me rendre compte que la dimension politique est à Bruxelles complètement différente et unique. Le particularisme de la PSDC tient au caractère unique des institutions bruxelloises. L'étroite coopération entre les différentes agences, en particulier le SEAE, la Commission et les Etats membres, constitue le moteur qui fait avancer la machine PSDC. J'ai d'ailleurs immédiatement été confronté à cette « machine » après avoir endossé mes responsabilités de représentant militaire. La crise au Mali est rapidement devenue manifeste et la préparation d'EUTM est un bon exemple pour illustrer l'unicité et la valeur de la PSDC comme une composante de l'approche globale. Alors que les discussions publiques à propos d'un engagement possible au Mali étaient principalement concentrées sur les aspects militaires, l'UE fait en réalité bien plus pour aider les autorités maliennes à regagner le contrôle de leur territoire. Nous recherchons des solutions politiques de long-terme afin de traiter l'ensemble du processus avec les instruments des services contributeurs prenant part à cette approche globale que constitue la PSDC. Nous devons d'ailleurs communiquer plus à ce sujet, et clarifier le fait que la PSDC est bien plus qu'un déploiement de forces militaires sur un territoire donné.

La perspective du conseil européen de décembre 2013 donne un relief particulier aux questions de défense dans l'Union européenne. Quels sont, selon vous, les grands défis que l'Europe doit relever pour faire progresser la PSDC.

Le Conseil européen de 2013, avec la défense pour thème principal, est une excellente opportunité de mettre en avant la PSDC au plus haut niveau politique. Depuis l'année dernière déjà, avec les directives du Conseil des affaires étrangères, nous avons un cadre d'action clair. Nous avons besoin de définir minutieusement le niveau de discussion des sujets. Les chefs d'Etats et de gouvernements ne doivent pas discuter de problèmes tactiques, nous devons mettre en avant les thèmes relatifs aux stratégies de long terme. Ma principale priorité est d'aider à promouvoir une vue commune du rôle de la PSDC. Nous voulons une PSDC forte, crédible et visible. Le Conseil européen offre une opportunité remarquable de souligner l'importance et la pertinence de la PSDC. Nous devons mettre en exergue les accomplissements de la PSDC jusqu'à ce jour, et rechercher des objectifs ambitieux, mais réalistes, en s'appuyant sur notre expérience et nos résultats jusqu'à ce jour, le Conseil pourrait concevoir des ajustements adéquats et des changements dans l'avenir afin de renforcer et de promouvoir la PSDC. Nous avons déjà accompli beaucoup dans le passé, comme en attestent les exemples prometteurs dans la Corne de l'Afrique. La mise en œuvre de l'approche globale est la bonne réponse aux défis. Nous devrions également porter une attention particulière sur nos partenariats, notamment sur la coopération entre l'UE et l'OTAN. De mon point de vue nous devons améliorer les procédures et les structures de gestion de crises pour utiliser nos outils militaires et civils plus efficacement. Par conséquent je recommande un débat sur la PSDC au Conseil européen en décembre 2013. Le développement capacitaire et l'industrie sont des sujets importants, mais ils doivent cependant être traités en tant que composantes d'un plus large développement de la PSDC.

Cette année, nos deux pays fêtent le cinquantenaire du traité de l'Elysée. La relation germano-française est développée dans le domaine de la défense. De quelle manière peut elle être rendue encore plus dynamique pour tirer la PSDC en avant ?

Je suis personnellement convaincu que le fructueux développement de la PSDC par le passé est très étroitement lié au moteur franco-allemand. Je ne veux pas faire un cours d'histoire, mais la réconciliation franco-allemande, avec comme point de départ le Traité de l'Elysée, a été la clef de développements positifs dans l'UE à plusieurs reprises. Regardons l'avenir : je crois que nos deux nations doivent continuer à promouvoir la PSDC à différents niveaux. La poursuite de notre « initiative du triangle de WEIMAR », associant la Pologne à nos deux nations, est une avancée très positive. Un de nos buts sera d'acquérir une capacité permanente de conduite des opérations civiles et militaires. Seule cette capacité peut permettre une mise en œuvre cohérente de l'approche globale, qui devrait jouer un rôle central dans la PSDC. L'attribution claire et concise des rôles dans le cadre du processus de planification serait un autre effet positif. Un bon exemple de coopération étroite et efficace entre nos deux nations est l'entraînement commun pour l'hélicoptère TIGRE. Je suis convaincu que nous devrions plus communiquer sur nos efforts à propos du fonds commun et de l'initiative commune. Le prochain Conseil européen de décembre 2013, consacré à la défense, offre une opportunité exceptionnelle de renforcer le progrès de la PSDC, qui sera par conséquent appuyée par l'Allemagne et la France.

Comment l'Allemagne et en particulier la Bundeswehr perçoivent le fait d'oeuvrer pour une défense européenne et d'appartenir en même temps à l'OTAN ? Est ce compris comme une difficulté ou cela ouvre-t-il des perspectives intéressantes pour votre institution et votre pays ?

Il n'y a aucun doute, c'est une grande chance pour l'Allemagne et pour la Bundeswehr. Au vu de notre implication dans chacune de ces deux organisations, nous sommes absolument convaincues de l'intérêt de nos efforts. Il n'y a aucune contradiction entre ces deux organisations qui sont complémentaires. L'OTAN est *sui generis* une alliance défensive possédant une très bonne expertise dans le domaine des conflits de haute intensité, utilisant des structures de

commandement intégré éprouvées. L'histoire de l'Union européenne est totalement différente, se construisant sur des intérêts économiques communs. La PSDC est un pilier très jeune qui n'a pour le moment pas tenu de rôle majeur. Cependant le rôle de l'UE comme acteur mondial s'accroît et elle ne pourrait le remplir sans la PSDC. L'efficacité réside dans la complémentarité et l'absence de doublons. Et c'est exactement au travers de ce prisme que la Bundeswehr pense son implication dans ces deux organisations. Nous fournissons d'importantes contributions en nature et en forces aussi bien à l'OTAN qu'à l'UE. Nos contributions aux forces en alertes pour les NATO Response Forces et les Battlegroups de l'EU sont fiables et solides. Nous prenons nos engagements avec le plus grand sérieux et nous préparons et entraînons nos forces en conséquence. Bien sûr il existe toujours une place pour l'amélioration, particulièrement quand nous parlons d'harmoniser les procédures de défense OTAN et UE. Tout comme votre représentant militaire, je représente mon chef d'Etat Major dans les deux comités et je suis sûr que c'est la meilleure façon de servir les deux organisations en notre objectif d'efficacité : complémentarité et absence de doublons.

**Pour s'abonner à la diffusion
numérique :**



Ou envoyer une demande à :

repmilue.bruxelles-dfra@diplomatie.gouv.fr

Rédacteur en chef :
Capitaine (TA) Cyril BEDEZ

**Pour retrouver les numéros
précédents de la Lettre
d'information RMF :**

